Intervention de M. Bernard Kouchner, Ministre des Affaires étrangères et européennes, à l'occasion de la signature de la convention de réhabilitation de l'hôpital Al Quds de Gaza

(Consulat Général de France à Jérusalem, 18 novembre 2009)

« Monsieur le Vice-président du Croissant-Rouge palestinien,
Monsieur le Représentant de l'Agence française de développement,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de rappeler que dès les premiers jours conflit à Gaza, la France s'est mobilisée au plus haut niveau pour parvenir à un cessez-le-feu, et nous avons été obstinés à ce moment-là. Une fois cela obtenu - même si cela a pris, bien sûr, trop de temps - est venue l'heure du bilan, un bilan lourd en pertes civiles. Nous le savons tous, malheureusement. Votre organisation, Monsieur le Président, le sait mieux que quiconque, puisque vous étiez sur le terrain, et nous souhaiterions tous rendre hommage à l'action du Croissant-Rouge palestinien, merci pour cela. Puis est venu le temps de l'aide d'urgence, à laquelle la France a contribué à hauteur de plus de 6 millions d'euros. Et, enfin, c'est maintenant le moment de la reconstruction.

C'est à l'occasion de la visite du président Mahmoud Abbas à Paris, le 2 février, quinze jours à peine après l'arrêt des combats, que nous avons évoqué pour la première fois ce projet de réhabilitation de l'hôpital Al Quds, situé dans le complexe Al Nur géré par le Croissant-Rouge palestinien et dont deux bâtiments avaient été durement touchés lors de bombardements de l'armée israélienne le 15 janvier.

Quelques semaines plus tard était organisée une mission du ministère français de la santé et de l'Agence française de développement qui a permis de préciser l'intervention de la France, compte tenu de l'appui apporté par le Croissant Rouge qatarien. C'est dans le cadre de la conférence de Charm el Cheikh pour la reconstruction de Gaza, co-parrainée par le président Nicolas Sarkozy, que la France s'est engagée à contribuer à la réhabilitation de l'hôpital Al Quds.

En application de cet engagement, la convention de financement que je vais signer prévoit une subvention du Ministère des Affaires étrangères et européennes via l'Agence Française de développement ; elle est de 2 millions d'euros. Sur 2 millions d'euros, plus de 300.000€ aideront à réaménager le sous-sol des bâtiments hospitaliers, qui abrite le plateau technique des urgences. Celui-ci a été détérioré en janvier 2009 et constitue un élément essentiel de la fonctionnalité de l'hôpital. 1,47 M€ seront utilisés pour fournir des équipements d'imagerie médicale et de laboratoire. Le reste nous permettra de faire face à d'éventuels surcoûts et à financer des actions de formation et de mise à niveau pour un matériel médical de grande qualité.

Nous avons obtenu un engagement du Premier ministre Benjamin Netanyahou pour l'entrée des matériaux et équipements dans la bande de Gaza. Je m'en entretiendrai tout à l'heure avec les dirigeants israéliens afin de m'assurer que ces engagements seront tenus. Je sais, comme vous, qu'à Gaza comme ailleurs, l'essentiel est dans l'exécution. Il faut qu'enfin soit mis en oeuvre ce projet essentiel pour la population de Gaza si durement affectée par les combats et qui continue de souffrir du blocus.

Le projet soutenu par la France s'inscrit en effet dans un programme plus large qui permettra d'améliorer les services apportés à la population.

Mesdames et Messieurs,

En signant cette convention aujourd'hui, la France entend réitérer son soutien et sa solidarité à la population de Gaza et rappeler que nous ne l'oublions pas.

Outre la réhabilitation de l'hôpital al Quds, nous nous attachons à mettre en oeuvre des projets concrets, et Pierre Duquesne en est chargé, pour la population gazaouie, comme notre présence, comme 2ème intervenant au coté de la Banque mondiale, dans la construction de la nouvelle station d'assainissement dans le nord de la bande, qu'on appelle Beit Lahya. Je voudrais aussi rappeler que nous avons un centre culturel qui constitue un espace unique d'ouverture et d'échanges pour les gazaouis. Et c'est le moment de partager des idées. Parce que nous voulons faire plus, nous souhaitons construire un nouveau centre, je veux dire un centre culturel, plus grand, plus adapté, plus moderne, qui continuera de véhiculer les valeurs de tolérance et de dialogue auxquelles nous sommes attachés, à Gaza comme ailleurs.

Mais cela ne suffit pas. La France demande la réouverture permanente de l'ensemble des points de passage pour que les gazaouis ne soient plus enfermés et pour permettre, enfin, la reconstruction, dix mois après la fin des combats et alors que l'hiver approche.

Merci beaucoup ».